



Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**Soixante-quinzième session**

Bangkok, 27-31 mai 2019

Point 4 i) de l'ordre du jour provisoire*

Examen de la mise en œuvre du Programme**de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique :
technologies de l'information et de la communication, science, technologie
et innovation****Rapport du Conseil d'administration du Centre
Asie-Pacifique de formation aux technologies de
l'information et de la communication pour le
développement sur les travaux de sa treizième session***Résumé*

Le Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement a tenu sa treizième session à Bangkok le 31 août 2018.

Le Conseil a examiné les activités menées par le Centre depuis sa douzième session et l'a remercié d'avoir aidé les États membres à renforcer leurs capacités pour mettre les technologies de l'information et de la communication au service du développement durable. Il a également passé en revue la situation administrative et financière du Centre.

Le Conseil a approuvé le programme de travail du Centre pour 2019, lequel vise à faire en sorte que les activités du Centre répondent mieux aux besoins des États membres ; à permettre au Centre de créer de nouveaux programmes de renforcement des capacités et d'élargir la portée de ceux qui existent déjà et à renforcer l'intégration entre les sous-programmes et les initiatives intersectorielles de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

Le Conseil a remercié la République de Corée, pays hôte, de l'appui financier et du soutien qu'elle n'a cessé d'apporter au Centre, ainsi que les autres États membres pour leurs contributions volontaires et en nature. Il a invité tous les États membres à appuyer les programmes et activités du Centre en vue de promouvoir le développement des capacités humaines dans le domaine des technologies de l'information et de la communication dans la région.

* ESCAP/75/L.1.

I. Questions appelant une décision de la Commission ou portées à son attention

1. Le Conseil d'administration remercie le Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement d'avoir mené des activités de renforcement des capacités dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), ce qui a contribué à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

2. Le Conseil salue les activités que le Centre continue de mener pour améliorer les connaissances et les compétences des responsables politiques, des fonctionnaires, des femmes chefs d'entreprise, des étudiants et des jeunes en matière de TIC au moyen de ses trois programmes phares : l'Académie pour l'initiation des responsables publics aux TIC, l'Initiative « Women ICT Frontier » et la série de cours d'initiation aux TIC pour le développement à l'intention des jeunes.

3. Le Conseil approuve le programme de travail du Centre pour 2019, lequel permettra au Centre de mener des activités répondant mieux aux besoins des États membres ; de créer de nouveaux programmes de renforcement des capacités et d'élargir ceux qui existent déjà, notamment dans le domaine des technologies de pointe ; de renforcer l'intégration entre les sous-programmes et les initiatives intersectorielles de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et de faciliter l'évaluation des résultats et de leur incidence.

4. Le Conseil remercie la République de Corée, pays hôte, de l'appui financier qu'elle n'a cessé d'apporter au Centre, ainsi que les autres États membres pour leurs contributions volontaires et en nature.

5. Le Conseil engage tous les États membres à appuyer les programmes et activités du Centre en vue de lui permettre de remplir sa mission, qui consiste à renforcer le développement des capacités humaines en matière de TIC dans la région.

II. Compte rendu des travaux

A. Rapport sur la situation administrative et financière du Centre

(Point 2 de l'ordre du jour)

6. Le Conseil d'administration était saisi du rapport sur la situation administrative et financière du Centre (ESCAP/APCICT/GC/2018/1).

7. Le Conseil a été informé de la situation financière du Centre, de sa gestion et de ses effectifs. Un récapitulatif des fonds opérationnels a été présenté, y compris les financements institutionnels fournis par la République de Corée, pays hôte, par l'intermédiaire de la ville métropolitaine d'Incheon et du Ministère des sciences et des TIC. Des fonds supplémentaires ont été apportés par le Gouvernement canadien à l'appui de la réalisation d'un projet de la CESAP visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin. Le Centre a été chargé de mettre en œuvre le volet de ce projet portant sur le renforcement des capacités en matière de TIC.

8. Au cours de la période considérée, des contributions volontaires ont été versées par les gouvernements du Bangladesh, du Cambodge, de l'Inde et de la Thaïlande. Il a été noté que des contributions supplémentaires étaient

attendues des gouvernements de l'Inde et de Macao (Chine) suite aux annonces faites dans ce sens à la soixante-quatorzième session de la Commission, tenue à Bangkok du 11 au 16 mai 2018.

9. La représentante de l'Indonésie a salué l'excellent travail accompli par le Centre en dépit de ses effectifs limités. Reconnaissant la demande croissante de soutien au renforcement des capacités dans la région et l'évolution rapide du secteur des TIC, elle a recommandé une augmentation des effectifs du Centre. La représentante a également exprimé sa gratitude à la République de Corée, pays hôte, pour l'appui financier qu'elle n'avait cessé d'apporter au Centre, ainsi qu'au Gouvernement canadien pour son soutien au programme de promotion des femmes chefs d'entreprise mené par le Centre.

10. Le représentant de l'Inde, qui a pris note de l'étranglement de la base de financement du Centre, a souligné qu'il convenait de renforcer le financement en accroissant le nombre de pays donateurs. Il a encouragé tous les membres du Conseil à verser des contributions financières pour démontrer la fermeté de leur soutien aux activités du Centre.

11. Le Conseil a encouragé tous les États membres à verser des contributions volontaires au Centre pour soutenir ses activités et la mise en œuvre de ses programmes.

B. Activités menées par le Centre depuis la douzième session du Conseil d'administration

(Point 3 de l'ordre du jour)

12. Le Conseil d'administration était saisi du rapport sur les activités menées par le Centre depuis sa douzième session, tenue à Manille le 7 décembre 2017 (ESCAP/APCICT/GC/2018/2).

13. Le Conseil a été informé des progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes phares menés par le Centre en vue du renforcement des capacités des décideurs politiques et des fonctionnaires (Académie pour l'initiation des responsables publics aux TIC), des femmes chefs d'entreprise (Initiative « Women ICT Frontier ») ainsi que des étudiants et des jeunes (série de cours d'initiation aux TIC pour le développement à l'intention des jeunes).

14. Dans le cadre de l'« Académie », le Centre a continué d'améliorer le programme à l'intention des décideurs politiques en développant les modules de formation. Il a coopéré avec l'Agence pour la sécurité de l'Internet de la République de Corée pour actualiser le module sur la sécurité et la confidentialité des informations. Un nouveau module traitant de la gouvernance fondée sur l'exploitation des données était également en cours d'élaboration et devait être inauguré à la fin de l'année 2018.

15. Le Centre a continué d'aider ses partenaires nationaux à organiser des ateliers à l'intention des décideurs politiques dans le cadre du programme « Académie ». Il a coopéré avec le Conseil de la fonction publique de l'Union du Myanmar pour organiser deux ateliers à l'intention des hauts fonctionnaires du pays en mars et juillet 2018.

16. Le Conseil a été informé du lancement de l'Initiative « Women ICT Frontier », programme mené par le Centre en vue du renforcement des capacités des femmes chefs d'entreprise en matière de TIC, dans l'État d'Andhra Pradesh en Inde, en février 2018. Depuis son établissement en 2016, l'Initiative avait été mise en œuvre également en Arménie, au Bangladesh, au Cambodge, au Kirghizistan, aux Philippines et à Sri Lanka.

17. Le Conseil a été informé des activités menées par le Centre pour renforcer la coopération avec les sous-programmes et divisions de la CESAP. Le Centre collaborait avec la Division du développement social et la Division du commerce, de l'investissement et de l'innovation pour mettre en œuvre le projet quinquennal de promotion de l'entrepreneuriat féminin, lequel était financé dans le cadre du programme canadien de croissance par l'investissement et le commerce en Asie. Le Centre coopérait également avec d'autres divisions pour créer des modules de formation traitant des sujets suivants : gouvernance fondée sur l'exploitation des données (Division de statistique) ; gestion des risques de catastrophe et établissement d'infrastructures résilientes au moyen du déploiement conjoint des TIC (Division des technologies de l'information et de la communication et de la réduction des risques de catastrophe) ; changements climatiques (Division de l'environnement et du développement).

18. Le Conseil a été informé des activités de mise en commun des connaissances menées par le Centre, notamment la poursuite de l'amélioration de ses plateformes en ligne, telles que le Campus virtuel, le Centre de coopération électronique et la base de données InfoBank de l'Initiative « Women ICT Frontier ».

19. Le Conseil a salué les actions que le Centre continuait d'entreprendre pour améliorer et mettre en œuvre ses programmes dans la région.

C. Programme de travail pour 2019

(Point 4 de l'ordre du jour)

20. Le Conseil d'administration a examiné le programme de travail du Centre pour 2019.

21. Les objectifs du programme de travail pour 2019 étaient de faire en sorte que les programmes menés par le Centre répondent mieux aux besoins des États membres ; de permettre au Centre de fournir un appui plus concret ; de favoriser une plus grande intégration entre les sous-programmes et les initiatives intersectorielles de la CESAP ; de faciliter l'évaluation des résultats et de leur incidence.

22. Le Centre a fait part de son intention de procéder à une évaluation approfondie de ses programmes, d'examiner son positionnement dans l'écosystème des TIC au service du développement, de renforcer et de rationaliser ses activités, et de repérer les créneaux particuliers dans lesquels développer des programmes. Il a également indiqué qu'un plan stratégique triennal à moyen terme serait élaboré et présenté à la prochaine session du Conseil.

23. Le Centre a indiqué qu'il continuerait d'améliorer ses modules de formation, d'accélérer la mise en œuvre de son programme « Académie », de l'Initiative « Women ICT Frontier » et de sa série de cours d'initiation, de faciliter l'échange de données d'expérience entre les partenaires nationaux, et de renforcer les partenariats avec les parties concernées s'agissant de l'élaboration et de l'exécution des programmes.

24. La représentante des Philippines a fait part de l'appui de son pays à l'évaluation des activités à laquelle le Centre prévoyait de procéder. Elle a souligné qu'il était nécessaire d'établir un mécanisme efficace de suivi et d'évaluation des programmes, tout en notant qu'un tel mécanisme avait déjà été mis en place pour le programme « Académie », lequel pourrait être réexaminé et présenté aux partenaires nationaux du Centre.

25. Le représentant de l'Inde a souligné qu'il y avait lieu de mener une analyse des lacunes et a proposé qu'elle soit réalisée au niveau régional ou national. Les résultats de telles analyses permettraient de repérer les déficits de capacités particuliers auxquels le Centre pourrait remédier.

26. Le représentant du Cambodge a relevé que les pays étaient de plus en plus capables de mettre au point leurs propres solutions en matière de TIC. Il a recommandé au Centre de recenser les secteurs ou domaines particuliers dans lesquels certains pays avaient besoin d'un appui au renforcement des capacités. Il a également souligné l'importance de faire mieux comprendre aux responsables publics la manière dont ils pouvaient tirer parti des TIC pour créer de nouveaux mécanismes gouvernementaux et de les sensibiliser aux applications intersectorielles des TIC.

27. La représentante de l'Indonésie a recommandé au Centre de concevoir ses programmes de manière à en faire également bénéficier la société civile et de mettre au point des modules de formation portant sur l'aptitude des femmes et des enfants à se servir des outils numériques ainsi que des modules visant à améliorer l'employabilité des jeunes à l'ère du numérique. Concernant le programme « Académie », elle a souligné qu'il convenait d'apporter un soutien au secteur public dans le cadre de sa transition vers des services publics numériques.

28. Le représentant du Cambodge a recommandé au Centre de renforcer sa collaboration avec les autres organisations internationales, telles que l'Union internationale des télécommunications, ainsi qu'avec le secteur privé.

29. La représentante de la Thaïlande a recommandé au Centre de faire porter ses programmes sur des sujets tels que l'Internet des objets, la sécurité et la confidentialité des données, la libre circulation transfrontière des données, les normes de compétence, le commerce électronique et les villes intelligentes. Elle s'est félicitée du plan établi par le Centre pour renforcer ses partenariats avec les organisations internationales, en particulier avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, et a recommandé au Centre de collaborer également avec les autres organisations sous-régionales pertinentes.

30. La représentante de la République de Corée a félicité le Centre pour ses réalisations, en notant que ses programmes contribueraient à la mise en œuvre du Programme 2030. Elle a recommandé au Centre de définir les priorités en vue de l'élaboration des programmes et de mieux cibler ses objectifs dans le cadre de l'élargissement de ses activités. Elle a également conseillé au Centre de faciliter la mise en commun des meilleures pratiques entre les pays aux fins de la bonne mise en œuvre des activités de renforcement des capacités en matière de TIC.

31. Le Président a souligné qu'il fallait réduire la fracture numérique, s'agissant en particulier des technologies de pointe, et a souligné que le Centre devrait jouer un rôle dans la réduction des écarts de capacité entre les pays. Le soutien des responsables au plus haut niveau gouvernemental serait indispensable pour la bonne mise en œuvre et la pérennité des programmes de renforcement des capacités. Le Président a recommandé au Centre de renforcer ses partenariats avec la société civile, y compris les associations professionnelles du secteur des TIC.

D. Date et lieu de la quatorzième session du Conseil d'administration

(Point 5 de l'ordre du jour)

32. Le secrétariat, en consultation avec le Conseil d'administration, prendrait les dispositions voulues pour l'organisation de la quatorzième session qui se tiendrait, en principe, à Incheon (République de Corée) au quatrième trimestre de 2019.

E. Questions diverses

(Point 6 de l'ordre du jour)

33. Aucune autre question n'a été examinée par le Conseil d'administration.

F. Adoption du rapport sur les travaux de la treizième session du Conseil d'administration

(Point 7 de l'ordre du jour)

34. Le Conseil d'administration a adopté le présent rapport le 28 septembre 2018.

III. Organisation**A. Ouverture, durée et organisation de la session**

35. La treizième session du Conseil d'administration s'est tenue à Bangkok le 31 août 2018.

36. Le Secrétaire exécutif adjoint de la CESAP a fait une déclaration, dans laquelle il a rappelé au Conseil l'importance des activités du Centre dans l'optique de mettre la science, la technologie et l'innovation au service de la mise en œuvre du Programme 2030. Il a souligné que les travaux du Conseil seraient essentiels pour permettre au Centre d'élaborer des programmes efficaces qui pourraient contribuer à réduire la fracture numérique en Asie et dans le Pacifique. Il a instamment prié le Centre de cibler davantage ses activités, en menant des interventions sélectives ayant un plus grand retentissement.

B. Participation

37. Ont participé à la session les représentants des neuf pays membres du Conseil d'administration : Bangladesh ; Cambodge ; Fédération de Russie ; Inde ; Indonésie ; Philippines ; République de Corée ; Sri Lanka et Thaïlande.

38. La représentante du Myanmar a participé à la session en qualité d'observatrice.

C. Élection du Bureau

39. Le Conseil d'administration a élu le Bureau suivant :

Président : M. Damith Tilanka Hettihewa (Sri Lanka)

Vice-Présidente : M^{me} Molruedee Puangngern (Thaïlande)

D. Adoption de l'ordre du jour

40. Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour suivant :
1. Ouverture de la session :
 - a) Allocutions d'ouverture ;
 - b) Élection du Bureau ;
 - c) Adoption de l'ordre du jour.
 2. Rapport sur la situation administrative et financière du Centre.
 3. Activités menées par le Centre depuis la douzième session du Conseil d'administration.
 4. Programme de travail pour 2019.
 5. Date et lieu de la quatorzième session du Conseil d'administration.
 6. Questions diverses.
 7. Adoption du rapport sur les travaux de la treizième session du Conseil d'administration.

Annexe I

Liste des documents

<i>Cote du document</i>	<i>Titre du document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>
<i>Distribution générale</i>		
ESCAP/APCICT/GC/2018/1 (en anglais seulement)	Report on the administrative and financial status of the Asian and Pacific Training Centre for Information and Communication Technology for Development	2
ESCAP/APCICT/GC/2018/2 (en anglais seulement)	Report on the work of the Asian and Pacific Training Centre for Information and Communication Technology for Development since the twelfth session of the Governing Council	3
	Programme of work for 2019	4
ESCAP/APCICT/GC/2018/3	Rapport du Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement sur les travaux de sa treizième session	
<i>Distribution limitée</i>		
ESCAP/APCICT/GC/2018/L.1	Ordre du jour provisoire annoté	1 c)

Annexe II

État financier du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement pour l'année s'achevant le 31 décembre 2018 (en dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Contributions	1 659 557
Intérêts créditeurs	85 327
Écart de change	729
Recettes totales	1 745 613
<i>Moins : dépenses</i>	
	(1 109 681)
Solde net (déduction faite des dépenses)	635 932
Montant disponible au 1 ^{er} janvier 2018	2 798 917
Remboursement aux donateurs	(6 049)
Montant disponible au 31 décembre 2018	3 428 800^a

^a Le solde disponible est affecté aux futures activités programmatiques et opérationnelles du Centre.

Annexe III

**État financier du Centre Asie-Pacifique de formation
aux technologies de l'information et de la communication pour
le développement pour l'année s'achevant le 31 décembre 2018,
par élément de projet**
(en dollars des États-Unis)

	<i>Ville métropolitaine d'Incheon et Ministère des sciences et des TIC</i>	<i>Contributions générales et autres projets</i>	<i>Total</i>
<i>Recettes</i>			
Contributions	1 563 101	96 456	1 659 557
Intérêts créditeurs	79 590	5 737	85 327
Écart de change	-	729	729
Recettes totales	1 642 691	102 922	1 745 613
<i>Moins : dépenses</i>			
	(1 028 942)	(80 740)	(1 109 681)
Solde net (déduction faite des dépenses)	613 749	22 182	635 932
Montant disponible au 1 ^{er} janvier 2018	2 532 907	266 011	2 798 917
Remboursement aux donateurs/transfert de fonds	-	(6 049)	(6 049)
Montant disponible au 31 décembre 2018	3 146 656	282 144	3 428 800^a

^a Le solde disponible est affecté aux futures activités programmatiques et opérationnelles du Centre.

Annexe IV

Contributions en espèces versées au Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement pour l'année s'achevant le 31 décembre 2018
(en dollars des États-Unis)

<i>Pays/zone</i>	<i>Pour l'année s'achevant au 31 décembre 2018</i>	<i>Pour l'année s'achevant au 31 décembre 2017</i>
1. Ville métropolitaine d'Incheon et Ministère des sciences et des TIC		
République de Corée (Ville métropolitaine d'Incheon)	800 000	800 000
République de Corée (Ministère des sciences et des TIC)	763 101	729 670
Total partiel	1 563 101	1 529 670
3. Autres projets de coopération technique		
Bangladesh	10 000	-
Cambodge	2 000	2 000
Inde	20 000	-
Macao (Chine)	5 000	5 000
Sri Lanka	-	-
Thaïlande	15 000	-
République de Corée (Ministère des sciences et des TIC)	44 456	45 788
Total partiel	96 456	52 788
Total	1 659 557	1 582 457